

Expérience d'apprentissage en direct : *Au-delà de la réponse immédiate à l'épidémie de COVID-19*

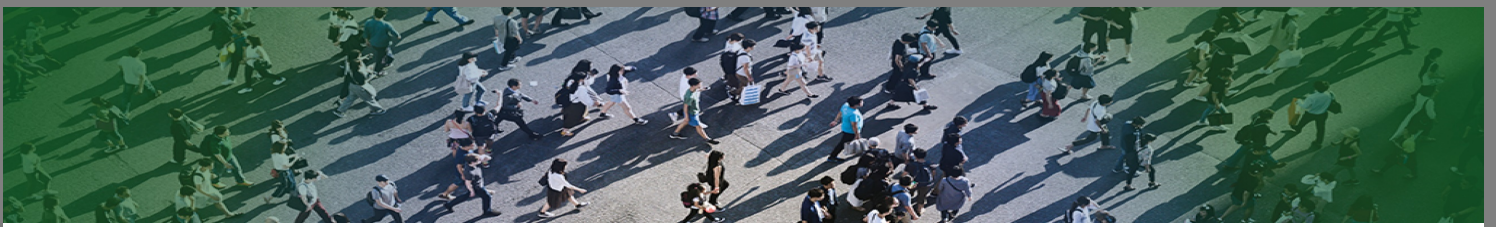
Logement : Garantir que chacun puisse rester chez lui en toute sécurité

#Resterchezsoi

Rapport et Note d'apprentissage
1er avril 2020



Pour plus d'informations,
veuillez contacter : policy@uclg.org



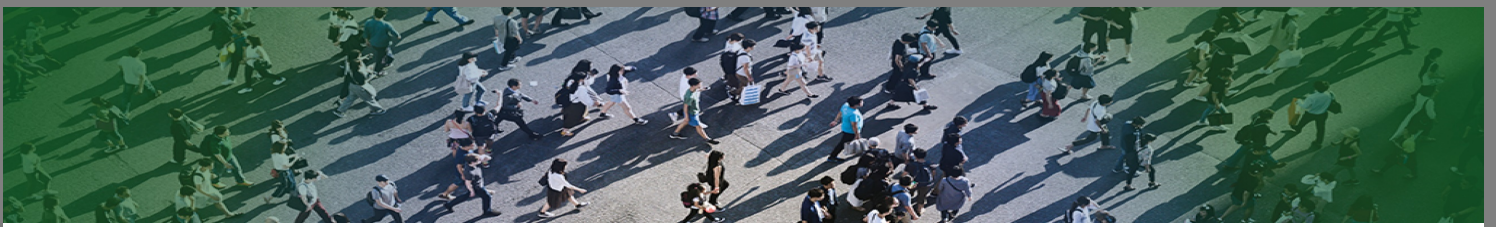
Lancées conjointement par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Metropolis et ONU-Habitat le 25 mars 2020, les Expériences d'apprentissage en direct **#BeyondTheOutbreak (au-delà de la crise)** tentent de réunir des gouvernements locaux et régionaux, leurs associations et organisations partenaires, afin de promouvoir un échange constructif qui leur permettent de faire face à la crise du COVID-19 tout en maintenant la continuité des services publics dans leurs villes et territoires. Faisant suite à une consultation initiale à l'occasion de la session d'inauguration, la **première session thématique** de cette série, co-organisée avec la Commission de CGLU Inclusion sociale, Démocratie participative, et Droits humains, s'est déroulée le 1er avril dernier, afin de **promouvoir une réflexion collective sur la crise du COVID19 et ses enjeux en lien avec le logement.**

Des efforts de long terme des Gouvernements locaux et régionaux pour assurer le droit au logement de leurs populations

En l'absence de traitement médical efficace contre le virus, le confinement est devenu l'une des principales mesures pour limiter la propagation du COVID-19 et prévenir la saturation des systèmes de santé. Cependant, cette mesure pose divers défis aux gouvernements locaux et régionaux du monde entier, en fonction de leurs propres réalités locales. En outre de révéler la crise mondiale en matière de logement dans laquelle étaient plongés les territoires, la pandémie vient exacerber la vulnérabilité des populations les moins protégées.

Depuis Habitat III (2016), les gouvernements locaux et régionaux ont particulièrement souligné l'importance de garantir le droit de leur population à un logement convenable, condition indispensable à la réalisation de nombreux autres droits humains. À travers la campagne *The Shift* menée par la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit au logement, et la Déclaration municipaliste pour le droit au logement et le droit à la ville (2018) promue par CGLU, les gouvernements locaux et régionaux ont appelé ensemble : à de plus grandes capacités pour lutter contre la financiarisation du marché du logement, à augmenter et améliorer le parc de logements sociaux, à promouvoir de nouveaux partenariats et alternatives de logement privé-public-communautaire, à mobiliser des outils d'aménagement pour mettre en œuvre des politiques de logement inclusives dans le cadre des stratégies de développement urbain. Ces efforts se reflètent par le lancement d'une Communauté de pratique sur le logement et un rapport de CGLU "Repenser les politiques de logement: tirer parti de l'innovation locale pour faire face à la crise globale du logement" *"Rethinking Housing Policies: Harnessing local innovation to address the global housing crisis"*.





Le COVID-19 et le logement : identifier des premiers points d'action pour faire face à la crise

Traiter la situation des sans-abris par la mise à disposition de logements d'urgence et l'arrêt des expulsions

Dans les contextes où les mesures de confinement peuvent être mises en œuvre de manière efficace, les collectivités territoriales veillent à ce que leurs citoyen.ne.s puissent être confiné.e.s en toute sécurité. Comme il en est ressorti de la consultation, les collectivités territoriales prennent les devants pour traiter et prévenir l'exclusion liée au logement dans les situations où des personnes sont sans abri ou au risque de le devenir.

Des collectivités territoriales comme Bogota, Montréal, Valence, Vienne et Barcelone augmentent leur stock de **logements d'urgence** disponibles afin d'offrir un toit à leurs habitants et de leur permettre d'être confinés en toute sécurité. Valence et Barcelone ont développé de **nouveaux partenariats** avec le secteur privé afin d'utiliser des logements vides pour accueillir les personnes dans le besoin. Vienne, pour sa part, a reconduit les mesures liées à la trêve hivernale.

Grâce à un accord avec une plateforme de location touristique, Barcelone offre un hébergement à plus de 200 personnes en situation d'exclusion sociale. Valence a adopté un modèle similaire, en concluant un accord avec le secteur privé pour augmenter le parc locatif de logements sociaux de la ville. Bogotà a cependant noté que l'augmentation du nombre de logements d'urgence était assez difficile, le cadre réglementaire n'étant pas assez flexible en termes de production de logements sociaux.

Face au risque de perdre son logement, des collectivités territoriales aident les populations vulnérables à payer leurs **loyers** et/ou leurs **emprunts immobiliers**. Bogota effectue des transferts mensuels constants aux personnes identifiées comme menacées d'expulsion et à celles identifiées comme susceptibles d'être expulsées en raison de la crise actuelle. Montevideo, Barcelone et Valence tentent de mettre **fin aux expulsions** et d'obtenir des moratoires pour leurs habitants en travaillant avec les autorités nationales afin de maintenir les gens chez eux, lorsque cela dépend des banques et du secteur privé. Ils appliquent également un moratoire sur le paiement des loyers des logements sociaux.

Garantir un confinement sûr : la mise en œuvre de politiques de confinement à domicile et les défis qu'elles impliquent





Pour atténuer la propagation du virus il faut veiller à ce que, dans la mesure du possible, les personnes soient confinées de manière à respecter une distance physique et dans les meilleures conditions possibles. Les collectivités territoriales mènent des **campagnes de sensibilisation** sur la nécessité de rester chez soi pour contenir la propagation du virus, ce qui s'avère compliqué dans certains contextes. À cet égard, certaines collectivités territoriales comme Grigny, Valence et Cocody luttent contre la désinformation et encouragent leurs habitants à rester chez eux. La Fédération canadienne des municipalités a également lancé un site web pour aider les collectivités territoriales à communiquer sur les mesures de confinement. De même, Vienne met en place des mesures **d'assistance psychosociale** pour anticiper l'impact de l'enfermement sur la santé mentale de ses habitants.e.s.

Les mesures de confinement constituent également un défi lorsque le logement occupé n'est pas adéquat pour **assurer un confinement sûr**. Parfois, l'inadéquation est liée aux conditions physiques des logements, par exemple lorsqu'ils sont surpeuplés ou trop enclavés pour accéder aux services de base. La commune de Grigny a fait remarquer le problème des coûts d'entretien des bâtiments (ascenseurs etc.) en raison de l'impact économique de la crise sur des populations déjà vulnérables.

Bogota et Montevideo travaillent avec la société civile pour adapter les logements en vue d'un confinement sûr de leurs habitants et pour mener à bien les travaux nécessaires. À Iztapalapa, le gouvernement cherche à garantir **l'accès à l'eau et à l'assainissement** de manière préventive, afin que les gens n'aient pas à quitter leur domicile pendant la période de quarantaine.

Dans d'autres cas, les mesures de quarantaine soulèvent l'enjeu de **ne pas exacerber les vulnérabilités existantes**. C'est le cas des femmes, des enfants et des populations structurellement vulnérables telles que la communauté LGBTQIA+, pour qui l'enfermement peut intensifier les situations de **violence domestique** auxquelles elles étaient auparavant confrontées. Des municipalités, telle que Valence, ouvrent des lignes d'assistance téléphonique et demandent que la distance physique soit respectée en parallèle d'une proximité sociale, dans le but d'encourager les voisins à surveiller les signes de violence domestique, à signaler et à soutenir les victimes en leur faisant savoir qu'elles ne sont pas seules.

Les collectivités territoriales assurent également la **protection des personnes âgées et des personnes en situation de dépendance**. Grigny, Barcelone, Iztapalapa et Montevideo fournissent à ces populations l'accès à la nourriture grâce à des livraisons à domicile. Plusieurs collectivités territoriales signalent néanmoins qu'elles commencent à ressentir un manque évident de ressources. D'autres





régions du monde, comme c'est le cas de Cocody, ont porté leur attention sur l'incapacité de nombreux habitant.e.s à conserver des aliments frais chez eux. Pour y répondre, la municipalité planifie à l'avance et augmente, en fonction de ses capacités, ses **stocks de nourriture et d'équipement médical**. D'autres collectivités territoriales, comme Montevideo, soulignent que l'absence de recensement des populations vulnérables (jusqu'à présent invisibles) rend difficile de fournir une assistance aux plus nécessiteux.

Certaines collectivités territoriales veillent également à garantir l'accès des populations les plus vulnérables aux **services de santé**. Guangzhou surveille l'état de santé des patients atteints du COVID-19 depuis leur domicile, grâce à une application qui permet des consultations médicales pour assurer la prestation de services médicaux en période de confinement. D'autres collectivités territoriales prennent des mesures afin d'éviter, dans la mesure du possible, que le confinement n'aggrave les **inégalités en matière d'éducation**. Cela pose des défis importants dans des contextes marqués par la vulnérabilité sociale et un **accès limité à l'internet**. Cela soulève également la problématique de comment assurer un soutien aux enfants en période de vacances scolaires.

Comment atténuer l'infection lorsque les mesures de confinement ne peuvent pas être mises en œuvre ou ne le sont que partiellement?

Dans les contextes locaux où l'informalité est une composante centrale de l'environnement urbain (bidonvilles) et de l'activité économique, des défis supplémentaires se posent quant aux mesures de confinement visant à contenir l'épidémie. Les ménages des **habitats informels** dépendent souvent des revenus quotidiens provenant de l'activité économique dans l'**espace public**. Certaines collectivités territoriales, telle que Iztapalapa, s'efforcent de désinfecter les espaces publics afin d'atténuer la propagation du virus, en tenant compte du fait que certaines parties de la population locale n'ont pas les moyens de survivre dans un confinement total. À Bukavu, par exemple, la seule mesure dont dispose le gouvernement local est d'empêcher la circulation des personnes dans la juridiction pour limiter la propagation du virus.

La densité souvent présente dans les habitats informels représente un défi pour atténuer la propagation du virus, mais cela ne justifie en rien de nouvelles expulsions - qui ne font qu'aggraver la situation déjà critique des populations vivant dans ces établissements. Les collectivités territoriales sont profondément préoccupées par la menace que représente le virus dans ces contextes, et par la complexité de la réponse à y apporter. Par conséquent, une expérience d'apprentissage en direct sera spécifiquement consacrée à la question du COVID-19 et de l'informalité.





Enseignements tirés jusqu'à présent : messages clés et moyens de suivi identifiés

1. Les gouvernements locaux et régionaux prennent des initiatives et répondent aux problèmes de logement causés par la crise du COVID-19

Les participants au LLE ont souligné que la réponse aux problèmes de logement déclenchés ou accentués par la pandémie doit être décentralisée, en répondant dans les plus brefs délais aux besoins réels sur le terrain - comme le montrent les exemples de leadership local et de coordination à plusieurs niveaux cités précédemment pour faire face à l'impact de la pandémie. Comme l'a fait remarquer la directrice exécutive d'ONU-Habitat, *"les gouverneurs et les maires jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre cette crise tout en assurant le bon fonctionnement des villes"*. Il a également été souligné que, pour soutenir la continuité des services publics, les gouvernements nationaux devraient fournir des ressources financières, de l'information et du personnel qualifié.

2. L'urgence du COVID-19 met en évidence les inégalités et les vulnérabilités déjà existantes et montre à quel point il est essentiel, pour le développement durable et la préparation aux catastrophes, de disposer de systèmes de logement inclusifs qui garantissent l'accès à un logement adéquat pour tous

Il y a eu un consensus sur le fait que les défis liés au logement causés par la crise actuelle affectent particulièrement les groupes les plus vulnérables et mettent en lumière les inégalités préexistantes. Les réponses d'urgence et les transformations à long terme des systèmes locaux de logement devraient reconnaître ces vulnérabilités, qui incluent *"à la fois ceux pour qui le fait de rester à la maison pourrait entraîner un surcroît de stress et ceux pour qui rester à la maison n'est tout simplement pas possible"*, comme l'a fait remarquer Adriana Allen, présidente de HIC. Comme l'a rappelé Leilani Farha, Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit au logement, *"la crise actuelle a mis en évidence ce qui se passe lorsque le droit au logement n'est pas appliqué: cela fait courir au monde entier le risque de contracter une maladie mortelle"*.

Certaines réponses des gouvernements locaux et régionaux aux crises et épidémies précédentes - comme le cas de Bukavu face au virus Ebola - démontrent que la provision de logements adéquats est essentielle pour renforcer la préparation aux catastrophes tant au niveau local que régional. Comme l'ont fait remarquer Xi'an et Montevideo, il est également nécessaire de souligner que les mesures de soutien aux groupes vulnérables doivent être mises en œuvre à la fois pendant mais aussi





après l'épidémie. Comme l'a indiqué la représentante de Public Service International, Daria Cibrario, l'urgence du COVID-19 met également en évidence les effets négatifs des formes de privatisation des services publics intervenues dans le passé ainsi que l'affaiblissement des stratégies de logement public, qui aggravent désormais l'impact du virus sur les plus vulnérables. L'interdépendance entre le droit au logement et les autres droits de l'homme a été illustrée par les avancées importantes en matière de politiques publiques que les représentants des "villes des droits de l'homme" ont partagées lors de la réunion, comme Vienne, Barcelone, Montevideo, Iztapalapa ou Grigny.

3. Solidarité civique et coopération entre les acteurs : les clés pour aborder les impacts du COVID-19 dans le domaine du logement

Tant les gouvernements locaux et régionaux que les représentants de la société civile ont souligné le rôle clé de la coopération entre les acteurs locaux dans la recherche de solutions en matière de logement pour surmonter la crise et protéger les plus vulnérables. Au vu des pratiques présentées lors de la session, la collaboration avec la société civile et avec les groupes de base a été présentée comme essentielle pour assurer la mise à disposition de logements d'urgence afin de contenir la propagation de la pandémie et recueillir les informations nécessaires sur les besoins les plus urgents des groupes vulnérables. D'autres collectivités territoriales ont mis en place des programmes de coopération avec des acteurs privés pour fournir davantage de logements d'urgence.

4. Tous les territoires n'ont pas la même capacité à mettre en œuvre des mesures de quarantaine, et le COVID-19 risque de renforcer les divisions territoriales

Le COVID-19 accentue également les inégalités entre les villes et les territoires du monde entier. Certains gouvernements locaux et régionaux tels que Bukavu ou Cocody ont indiqué qu'ils doivent faire face à la propagation du virus sans disposer de l'équipement médical suffisant ni de moyens pour faire appliquer les mesures de mise en quarantaine en raison de la réalité des systèmes de logement locaux. Selon Maimunah Mohd Sharif de l'ONU-Habitat, *"le fait de se laver régulièrement les mains ou la distanciation sociale sont des éléments essentiels pour prévenir la propagation de la pandémie, bien que ces mesures soient difficiles à mettre en œuvre dans les habitats informels"*. Comme indiqué lors de la section précédente, les participants ont évoqué la nécessité de se concentrer sur l'accès à l'eau potable, la nourriture ou à des allocations d'urgence. Comme l'a souligné le maire de Grigny, Philippe Rio, les inégalités socio-spatiales sont également une caractéristique déterminante de la manière dont la pandémie de COVID-19 est vécue dans les contextes métropolitains.





5. Les expulsions, pour quelque raison que ce soit, doivent cesser immédiatement partout dans le monde

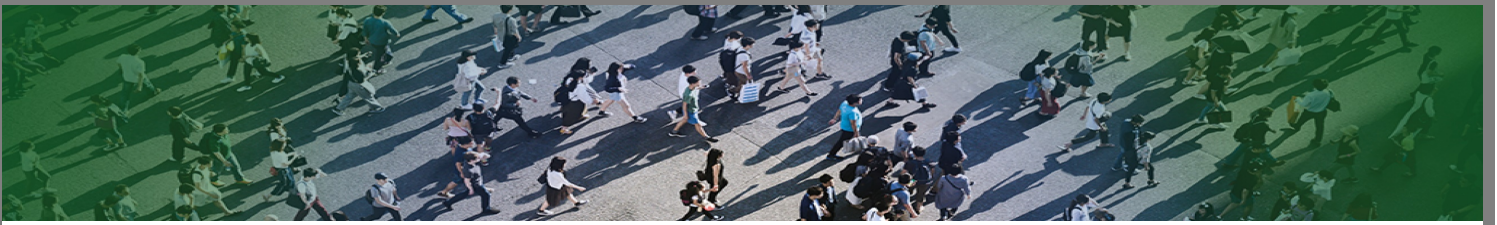
Tant les collectivités que la société civile et les institutions multilatérales ont souligné que l'urgence ne devait pas donner lieu à de nouvelles expulsions et que des mesures à long terme devaient être mises en œuvre pour les prévenir, conformément au cadre du droit au logement. Selon Leilani Farha, *"l'arrêt immédiat des expulsions, où que ce soit et pour quelque raison que ce soit, devrait être considéré comme une continuation nécessaire de la politique #StayAtHome" (#Resterchezsoi)*, tandis que Maimunah Mohd Sharif a exhorté les gouvernements à *"prendre des mesures extraordinaires pour garantir le droit au logement pour tous dans ce contexte, y compris des moratoires sur les expulsions"*. Comme cela a été illustré dans la section précédente, les gouvernements locaux et régionaux mettent déjà en œuvre des mesures à cet égard, telles que des différés de paiement de loyer ou même des suspensions de paiement. Au sujet de ces mesures, Leilani Farha a souligné qu'elles *"ne peuvent en aucun cas être liées à la contraction de nouvelles dettes"*.

6. Des solutions doivent être proposées aux sans-abri, et celles-ci doivent être conçues comme un tremplin vers des stratégies à long terme visant à mettre fin au sans-abrisme

Les gouvernements locaux et régionaux ont souligné leur préoccupation quant à l'impact de l'urgence sur les sans-abri. Comme le montrent certaines initiatives partagées lors de la session, certains programmes d'aide sociale ont été étendus et des abris d'urgence ont été mobilisés. Les gouvernements locaux et régionaux ont souvent compté sur la solidarité des citoyens et de la société civile à cet égard, ainsi que sur la coopération avec le secteur privé pour mobiliser des abris d'urgence. La situation confirme également qu' *"il est possible de mettre fin au sans-abrisme"*, en favorisant l'adoption d'une vision à long terme pour remédier à cette situation. Selon l'adjointe au maire de Barcelone, Laia Bonet, *"bien que de nombreuses mesures prises ne soient que des solutions temporaires qui répondent directement à l'épidémie, nous devons veiller à ce que les sans-abri ne retournent pas dans la rue, et pour cela il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies de protection sociale à long terme"*.

7. La crise actuelle soulève un point de non-retour: Penser à l'étape après l'épidémie implique de repenser la manière dont les villes se construisent et les systèmes interurbains se développent





Le COVID-19 a révélé des failles préexistantes dans les systèmes de logement et développement interurbain qui ne peuvent être ignorées. La crise a montré les conséquences, parfois mortelles, de la non réalisation du droit au logement et comment la réalisation d'autres droits fondamentaux en dépendent intrinsèquement. Plusieurs organisations liées à CGLU, telles que la Plateforme mondiale pour le droit à la ville ou la Coalition internationale pour l'Habitat, développent déjà une vision à long terme de la phase de récupération qui suivra la pandémie, appelant à *«évoluer vers un système de logement et habitat fondé sur les droits humains»* et *«une société qui place les soins, les services publics communautaires et la vie au centre»*.

Repenser nos villes dans ce sens implique d'aborder *"la manière dont nous construisons les maisons, fournissons des services basiques, garantissons l'efficacité énergétique et favorisons l'accès à Internet pour planifier à l'avance la numérisation du travail"*, comme l'a mentionné Laia Bonet de Barcelone. De même, plusieurs participants ont souligné qu'il est essentiel de repenser le marché immobilier après le COVID-19, en particulier dans les zones confrontées à des risques de gentrification accrue après la pandémie. Ces idées étaient en lien avec le témoignage de la Directrice des droits de l'homme de Vienne, Shams Asadi, qui a souligné la nécessité de consacrer l'approche fondée sur les droits humains dans le développement urbain.

La crise a également montré que les territoires dépendent les uns des autres, et que le développement durable exige nécessairement de s'appuyer sur l'égalité territoriale, un domaine dans lequel le développement des politiques publiques doit avancer. Selon le Secrétaire à l'Agenda urbain de Catalogne, Agustí Serra, *"la crise actuelle représente un tournant en termes de rôle que les agendas de développement urbain doivent jouer dans la gestion du développement"*. Certaines questions de sécurité alimentaire et de justice spatiale soulevées également ont mis l'accent sur des plans plus consolidés de solidarité interurbaine et de gouvernance; selon Lorena Zárata, *"l'interdépendance s'applique autant aux droits de l'homme qu'aux territoires"*.

Cette expérience d'apprentissage en direct a permis un exercice important d'identification des points initiaux d'action pour aborder l'impact du COVID dans les systèmes de logement - au regard de la situation actuelle ainsi qu'à long terme. Elle a également aidé à identifier les défis centraux - certains anciens, d'autres renforcés par le COVID et des nouveaux - pour garantir le droit au logement convenable et sur lequel la Communauté a exprimé sa ferme volonté de travailler collectivement.





Ressources

Les présentations utilisées par les villes durant l'Expérience d'apprentissage en direct sont disponibles [ici](#). La plateforme de [Villes pour la Santé pour tous](#), facilitée par Metropolis, est une compilation vivante d'initiatives prises par les gouvernements locaux et régionaux face à la crise du COVID-19. Sont inclus les liens à d'autres ressources développées par CGLU et nos organismes associés, ainsi que celles partagées par nos membres au cours de la session.

Ressources de CGLU et organismes associés

- CGLU. "[Les villes pour le logement convenable: Déclaration municipaliste des gouvernements locaux pour le droit au logement et le droit à la ville](#)"
- UCLG's report "[Rethinking Housing Policies: Harnessing Local Innovation to Address the Global Housing Crisis](#)" (in English).
- UCLG's Manifest "[The Future of Housing](#)" (in English)
- Plateforme "[Ciudades para la Salud Global](#)" facilitée par Metropolis et ALLAs.
- Comunicado de la Relatora Especial de la ONU sobre el derecho a la vivienda: "[La vivienda, la primera línea de defensa frente al brote de COVID-19](#)" (en español)
- [Communiqué et ressources par la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville](#) (PGDV)
- Déclaration per le Coalitione International de l'Habitat: "[COVID-19 Nous avons besoin d'un Habitat des droits de l'Homme](#)"
- [Iniciativas](#) de la Coalición Internacional del Hábitat en América Latina (en español)

Ressources partagées par les participants de GLRS

- Barcelona (<https://www.barcelona.cat/covid19>)
- Bogotá (<https://bogota.gov.co/mi-ciudad/bogota-solidaria>)
- Federación de Municipalidades Canadienses (<https://fcm.ca/en/resources/covid-19-resources-municipalities>)
- Montevideo (<https://montevideo.gub.uy/noticias/sociedad/medidas-de-atencion-para-personas-en-situacion-de-calle>)
- Montreal (<https://montreal.ca/en/articles/coronavirus-covid-19>)
- Valencia (<https://valenciacovid19-valenciacovid19.hub.arcgis.com>)

